

[Text]

As I was saying before, there are parents who would like to have the children in the centre but cannot quite afford it. However, at the same time, they do not qualify for subsidy. This often discourages them. Because the centre only runs from 9 a.m. to 2 p.m., because of limited funding, often this does not suit the needs of parents who are working. Most parents need a centre that runs from 8 a.m. to 5 p.m. If we had more funding and were able to provide a better quality service . . . We would have to provide two balanced snacks, a lunch, etc., and extra staff people too. We would try to work around that kind of thing, because I think it would benefit the children if they were integrated with other children.

The Chairman: I am sorry to terminate the discussion. Thank you very much for coming and for the contribution you have made to the committee.

Rev. Ball: Thank you very much, Madam Chairman.

The Chairman: The next group is the Prince Edward Island Federation of Labour; Mr. Jim MacDonald, President. Welcome, Mr. MacDonald. The floor is yours.

Mr. Jim MacDonald (President, Prince Edward Island Federation of Labour): Madam Chairman, I have copies of the brief here.

The Chairman: Very good. Thank you.

Do you plan just to highlight the brief then, Mr. MacDonald, rather than read it?

Mr. MacDonald: Yes, the brief is about 19 pages long so I have a summary.

The P.E.I. Federation of Labour sincerely welcomes this opportunity to present our views on child care in Prince Edward Island.

We see the decision to establish your task force as a direct response to the groundswell of support being voiced across the country for a vastly expanded and improved child care system. Canadians want new, more enlightened and creatively formulated government child care policies and programs. The overwhelming response from concerned parents, public and the Early Childhood Association of P.E.I., can be taken as an important sign of our times. It is testimony to the anguish and burdensome frustrations families feel and most definitely indicative of development we have experienced within the trade union movement.

• 1545

You will notice in our brief to you today that conventions of our members all across Canada consistently call for new government child care incentives. They want a comprehensive public child care support system and see the absolute need for legislated work place parental rights.

[Translation]

Comme je l'ai déjà dit, certains parents voudraient envoyer leurs enfants à la garderie mais ne peuvent ne se le permettre financièrement. Toutefois, ils ne sont pas admissibles aux programmes de subventions. Une telle situation les décourage souvent. De plus, puisque le garderie n'est ouverte que de 9 heures à 14 heures, en raison de notre situation financière, cela ne répond pas aux besoins de certains des parents qui travaillent. La plupart des parents ont besoin d'une garderie qui accueille les enfants de 8 heures à 17 heures. Si nous avions plus d'argent, et pouvions offrir des services de meilleure qualité . . . Nous devrions offrir deux goûters bien équilibrés, un déjeuner . . . Et nous devrions également avoir plus d'employés. Nous aimerions offrir un service du genre car ces enfants seraient avantagés s'ils pouvaient être en contact avec d'autres enfants.

La présidente: Je suis désolé de mettre fin à la discussion. Je tiens à vous remercier d'être venu nous faire part de votre opinion.

La rév. Ball: Merci beaucoup, madame la présidente.

La présidente: Nous accueillons maintenant M. Jim MacDonald, président de la *Prince Edward Island Federation of Labour*. Bienvenue, monsieur MacDonald. Vous avez la parole.

M. Jim MacDonald (président, Prince Edward Island Federation of Labour): Madame la présidente, j'ai quelques exemplaires de notre mémoire.

La présidente: C'est bien. Merci.

Monsieur MacDonald, pensez-vous nous donner un aperçu de votre mémoire au lieu de le lire?

M. MacDonald: Oui. Notre mémoire compte 19 pages. J'ai donc préparé un résumé.

La *P.E.I. Federation of Labour* est heureuse d'avoir l'occasion de faire connaître son opinion sur la garde des enfants à l'Île-du-Prince-Édouard.

La création de votre groupe de travail est à notre avis une réaction directe face à l'appui général manifesté par le pays tout entier à un système de garde d'enfants amélioré et plus général. Les Canadiens désirent que le gouvernement formule des programmes et des politiques plus créatifs et plus éclairés en matière de garde des enfants. La réaction extraordinaire des parents, du public, et de la *Early Childhood Association of P.E.I.* indique bien la gravité de la situation. Cette réaction est le résultat de l'inquiétude et des frustrations des familles et reflète les changements qui se sont déroulés au sein du mouvement syndical.

Comme nous le signalons dans notre mémoire, les membres du mouvement syndical de la nation toute entière exhortent le gouvernement à adopter des mesures spéciales à l'égard de la garde des enfants. Ils veulent que le gouvernement mette sur pied un système d'appui des garderies; ils reconnaissent qu'il faut absolument inscrire dans la loi les dispositions sur les droits parentaux en milieu de travail.